

MARDI 21 OCTOBRE

LES CONFÉRENCES DE LA SEMAINE THÉMATIQUE « CRISE »

Du lundi 20 au vendredi 24 octobre 2014

Campus Croix-Rouge

LUNDI 20 OCTOBRE

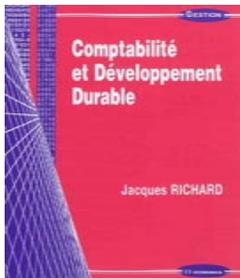
1) 10h-12h, Amphi 8 : MARTINO NIEDDU et FRANCK-DOMINIQUE VIVIEN (URCA REGARDS) : « Crise économique et crise environnementale : vers une réindustrialisation écologique ? »

Depuis le Sommet « Rio+20 » de 2012, la perspective du développement durable est souvent traduite en un enjeu de « croissance verte », reposant sur un certain nombre de secteurs industriels innovants. Nous nous penchons sur celui de la « chimie verte », qui intéresse particulièrement la région Champagne Ardenne, puisqu'un de ses principes vise à la substitution du carbone fossile (du pétrole) par du carbone issu de la biomasse (des plantes cultivées, notamment). Si l'on en croit certains, on peut alors espérer répondre simultanément à la crise économique et à la crise environnementale...

2) 14h-16h, Amphi 5 : JACQUES RICHARD (Université de Paris Dauphine) : « Comptabilité environnementale et nouvelle théorie économique ».

Cette intervention comprendra deux parties. La première tentera de faire un tableau historique des relations entre comptabilité et économie de 1800 à nos jours pour finir par montrer le caractère dangereux de l'évolution du capitalisme et de son incapacité à résoudre les crises écologique et humaine. La seconde visera à proposer un nouveau modèle de la comptabilité adapté à une optique forte de la soutenabilité qui pourrait constituer les bases d'une nouvelle conception économique et tout particulièrement du concept de capital.

Jacques Richard (2012), *Comptabilité et développement durable*, Economica, Paris.



Ce livre montre que la réalisation d'un authentique développement durable ne passe pas par l'instauration d'un système de taxes ou de quotas environnementaux, ni par une modification des règles de calcul de la richesse des nations ou des entreprises. Cela ne se fera pas non plus par une correction des IFRS qui sont des normes dangereuses et obsolètes mais par une extension des règles de la comptabilité traditionnelle en coût historique. Il s'agit dorénavant de protéger le capital naturel et le capital humain par une prise en compte systématique de leur dégradation ; ces capitaux devront, en outre, être associés au pouvoir dans les entreprises. Ce retournement contre le capitalisme financier des règles de prudence de la comptabilité traditionnelle des entreprises et cette prise en compte des droits du capital naturel et humain seront la base d'une révolution de la gouvernance des entreprises et le point de départ d'une véritable démocratie participative à tous les niveaux.

1) 11h-13h, Amphi 10 : FABIEN TARRIT (URCA REGARDS) : « Une interprétation marxiste de la crise de 2008 ».

La conférence vise à dégager comment les spécificités de la crise de 2007-2008 expriment les contradictions structurelles du capitalisme. Nous démontrons que la crise s'inscrit dans une instabilité structurelle du capitalisme. Nous présentons le mode par lequel l'explosion de la bulle immobilière à l'été 2007 s'est transformée en crise financière, puis en récession économique mondiale, comme expression d'un phénomène de suraccumulation-dévalorisation du capital et de la tendance à la baisse du taux de profit. Nous étudions les mesures mises en œuvre par les différents acteurs pour répondre à cette crise, en insistant sur le fait que la sortie de crise ne répond pas à une logique interne mais a d'abord reposé sur l'intervention publique.

2) 14h-16h, Amphi 3 : NATHALIE BERTA (URCA REGARDS) : « Les entreprises face à la crise : le travail comme variable d'ajustement ».

La conférence portera sur les résultats d'un rapport de recherche commandé par la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques) pour le ministère du travail. Le rapport étudie la manière dont les entreprises françaises ont utilisé le travail (niveau d'emploi, rémunérations, réorganisation du travail etc.) comme variable d'ajustement pour faire face à la crise.

MERCREDI 22 OCTOBRE

1) 10h-12h, Amphi 8 : NADEGE VEZINAT (URCA REGARDS) : « Des étudiants à la lisière de l'emploi : parcours et insertion dans le secteur en crise de la banque finance ».

Fondée sur une enquête effectuée auprès de jeunes en apprentissage en M2 dans le secteur bancaire, cette intervention revient sur les raisons objectives qu'ont les étudiants de croire que leur insertion professionnelle sera impactée très fortement par la crise. Les mécanismes de recomposition du travail financier nous montre que la crise n'est cependant pas que subie par les banques, elle est également en partie instrumentalisée pour influencer sur le rapport de force avec ses futurs salariés. Dans les deux promotions de Masters étudiés (gestion de patrimoine et gestion de portefeuille), le constat est clair : dans un cas la crise semble affecter l'emploi, en réduisant directement les perspectives d'embauche à l'issue de l'alternance, dans l'autre elle transforme le travail, en proposant notamment des postes vacants nécessitant de moindres compétences que celles dont disposent ces étudiants Bac +5.

P. Le Galès et N. Vezinat (dir.) (2014), *L'Etat recomposé*, Presses Universitaires de France, Paris.
(Contributions de : Émilie Biland, Jean-Paul Domin, Patrick Le Galès, Émilien Ruiz, Jean-Fabien Spitz et Nadège Vezinat).



Délégation au marché, sous-traitance, décentralisation, réformes inspirées par le New public management : ces phénomènes marquent-ils un affaiblissement de l'Etat ? Les exigences d'économies et de rationalisation qui se traduisent par la révision générale des politiques publiques (RGPP), la loi organique relative à la loi de finances (LOLF) et d'autres dispositifs et répertoires de réforme, sont souvent dénoncées comme un retrait de l'Etat, tandis que leurs défenseurs invoquent le nécessaire passage de l'"Etat acteur" à un "Etat stratège" qui pilote à distance. Cet ouvrage s'intéresse moins à la nature des réformes qu'aux nouveaux rapports de force qui se mettent en place. L'objectif est d'analyser aussi bien la fonction publique d'Etat que les deux autres versants de la fonction publique : la territoriale et l'hospitalière. Ce n'est en effet pas seulement l'Etat central, mais également les collectivités locales et le secteur de la santé qui sont concernés par ces réformes. En s'appuyant sur des études pluridisciplinaires, ce livre traite des mutations de l'Etat en termes de capacité à agir, de justice sociale et de démocratie.

2) 14h-16h, Amphi 8 : JEAN-PAUL DOMIN (URCA REGARDS) : « La protection sociale : un fardeau pour l'économie ? »

L'objectif est de reprendre dans un premier temps les grands types d'arguments favorables (améliorations des capacités productives de la force de travail, élargissement des débouchés, etc.) ou défavorables à la protection sociale (accroissement de la désincitation à travailler, limitation de l'épargne, etc.). Dans un second temps, en m'appuyant sur l'exemple de l'assurance maladie, je montrerai que la tendance actuelle est de réduire les dépenses en pénalisant le patient (qui est un fraudeur en puissance). Cette logique crée des barrières à l'entrée au sein du système de soins et favorise le développement des inégalités.

JEUDI 23 OCTOBRE

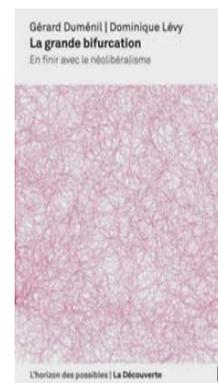
1) 10h-12h, Amphi 2 : ELEN RIOT (URCA REGARDS) : « Le rôle des « zones libres » dans les projets autogestionnaires anarcho-syndicalistes aujourd'hui ».

Certains projets d'entreprises autogestionnaires ont été créés récemment par des militants anarcho-syndicalistes. Il existait une longue tradition de ces modes d'organisation depuis le dix-neuvième siècle, même s'ils se sont toujours révélés rares et d'ampleur limitée. Nous nous intéressons au rôle des « zones libres » (free zones) destinées à l'échange et au partage pour permettre aux différents protagonistes de débattre autour des modèles existants et des problèmes qui se posent au quotidien. L'une des dimensions les plus intéressantes de ces projets est d'obliger les acteurs à concilier leurs principes et les situations d'action concrète dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler « la propagande par le fait ». Ce terme désigne un choix spécifique de la part des militants anarchistes. Dans leur objectif de faire évoluer la société : refusant les discours convenus, les militants invitent à une réflexion autour de leurs pratiques et de l'organisation du travail.

2) 14h-16h, Amphi 5 : GERARD DUMENIL (CNRS) : « La crise et la sortie de crise : pourquoi l'Europe ne s'en sort pas ? Les issues possibles ».

En se basant sur des années de recherche sur la dynamique historique du capitalisme, cette conférence de Gérard Duménil proposera non seulement une analyse de la crise contemporaine (à laquelle, ses travaux avec Dominique Lévy, ont largement contribué) mais surtout des voies possibles pour en sortir. A cet égard, les situations relatives de l'Europe et des Etats-Unis seront traitées avec attention afin d'établir les coordonnées sociales, politiques et économiques des voies de la sortie de crise (analysées notamment dans le dernier ouvrage de Gérard Duménil et de Dominique Lévy, *La grande bifurcation*).

Gérard Duménil et Dominique Lévy (2014), *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, Paris.



Les économies et les sociétés des États-Unis et de l'Europe sont aujourd'hui au seuil d'une grande bifurcation. À droite, de nouvelles configurations sociales se dessinent sous nos yeux, prolongeant, en dépit de la crise, les voies néolibérales au bénéfice des plus favorisés. L'urgence est grande du basculement vers l'autre branche de l'alternative, à gauche cette fois. Tel est le constat de ce livre, nourri par une enquête sur la dynamique historique du capitalisme depuis un siècle. Derrière l'évolution aujourd'hui bien documentée des inégalités entre revenus du capital et revenus du travail, et entre hauts et bas salaires, se cache une structure de classes non pas bipolaire mais tripolaire - comprenant capitalistes, cadres et classes populaires -, qui fut tout au long du siècle dernier le terrain de différentes coalitions politiques. L'alliance sociale et surtout politique entre capitalistes et cadres, typique du néolibéralisme, est le marqueur de la droite ; celle entre classes populaires et cadres, qui a caractérisé l'après-Seconde Guerre mondiale en Occident, fut celui de la gauche. Dans ce livre documenté et engagé, issu de nombreuses années de recherches, Gérard Duménil et Dominique Lévy défendent dès lors une thèse simple reposant sur une idée centrale : la réouverture des voies du progrès social passe par la capacité politique d'ébranler les grands réseaux financiers de la propriété capitaliste et la connivence entre propriétaires et hauts gestionnaires. Telle est la condition pour enclencher un nouveau compromis à gauche entre classes populaires et cadres, et ouvrir les voies du dépassement graduel du capitalisme.

VENDREDI 24 OCTOBRE

1) 10h-12h, Amphi 8 : CYRIL HEDOIN (URCA REGARDS) : « La science économique est-elle en crise ? »

La crise financière de 2007-2008 est considérée par beaucoup de commentateurs - y compris des économistes - comme un élément supplémentaire attestant que la science économique est une discipline en crise : outre le fait que les économistes auraient échoué à prédire la crise financière, certains d'entre eux auraient même contribué à son émergence. Derrière ce portrait peu reluisant se cache en fait une réalité plus complexe : la science économique connaît depuis une trentaine d'années une transformation significative, marquée d'une part par une diversification méthodologique et théorique, y compris au sein du « *mainstream* », et d'autre part par un rapprochement avec d'autres sciences sociales (histoire, sociologie, psychologie). A bien des égards, cette évolution est prometteuse, même si elle porteuse de nouveaux débats sur le statut scientifique de la discipline et son rôle dans la définition des politiques publiques.

2) 14h-16h, Amphi 3 : FLORENCE GALLOIS (URCA REGARDS) : « Le Plan de développement des services à la personne, ou comment renforcer la crise structurelle de l'aide à domicile ».

3,6 millions de personnes âgées vivant à domicile sont régulièrement aidées dans la réalisation de leurs actes de la vie quotidienne par 1 million d'aidants professionnels et plus de 8 millions d'aidants non professionnels. Le vieillissement de la population est un phénomène connu mais la prise en charge concrète de la dépendance est peu étudiée par les économistes. Ce secteur, essentiel à la performance du système de santé a été fragilisé par une politique d'emploi inadaptée, le « Plan » dit de « développement des services à la personne ». Cette intervention vient éclairer la crise des associations d'aide à domicile et les licenciements invisibles qui lui sont associés.